DEPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE

Circonscription Sud

ELECTIONS LEGISLATIVES

DU 23 NOVEMBRE 1958

Electeurs, Electrices,





Dans l'euphorie actuelle d'une volonté de renouveau, il serait d'abord injuste de dire que rien n'a été fait depuis 10 ans.

Qu'il s'agisse, entre autres, des réalisations sociales, du relèvement des ruines de la guerre, de l'accroissement de la production et de l'énergie, de l'équipement et de la modernisation de l'agriculture et aussi de la construction de l'Europe unie, la IVe République n'a pas failli à sa mission.

Ceci dit, le système politique, c'est-à-dire la Constitution de 1946 et les lois électorales truquées, nous ont conduit aux événements du 13 mai et à la fin du régime de la IVe République.

MOINS SEVERE QUE LES NOUVEAUX GAULLISTES, LE GENERAL DE GAULLE QUI, COMME NOUS, CONDAMNAIT LE SYSTEME INSTITUTIONNEL DEPUIS LONGTEMPS, N'EN A PAS CONDAMNE POUR AUTANT LES HOMMES PUISQUE, D'UNE PART, IL S'EST ENTOURE DANS SON GOUVERNEMENT DES PLUS REPRESENTATIFS D'ENTRE EUX ET, D'AUTRE PART, QU'IL A RENDU UN HOMMAGE PUBLIC LE 13 JUIN DERNIER A TOUS LES DIRIGEANTS DE LA IVe REPUBLIQUE, DONT IL A DIT « QU'ILS ETAIENT DES HOMMES DE VALEUR, D'HONNETETE ET DE PATRIOTISME ».

Or, nous vous avions demandé de dire NON à la Constitution de 1946, avec le Général de GAULLE et le Président HERRIOT, pour les raisons mêmes qui l'ont fait s'effondrer et nous n'avions cessé, depuis dix ans, de réclamer cette loi électorale simple et juste qu'est le scrutin uninominal à deux tours.

Sur ces deux points essentiels, le Général de Gaulle vient de nous donner raison en faisant ratifier, à une énorme majorité, une Constitution dont il a dit lui-même qu'elle n'était pas parfaite, mais qui devrait assurer plus de stabilité au Gouvernement et en nous dotant de la loi électorale que nous souhaitions.

***

Au cours de la précédente législature, les problèmes de l'Union Française et de l'Algérie devaient diviser dangereusement les partis entre eux et les hommes à l'intérieur des partis.

D'un côté nos adversaires, qui considéraient l'Union Française comme une étiquette camouflant l'esprit colonial et confondaient la domination par la force avec la grandeur française et le patriotisme.

De l'autre, les défenseurs, dont je suis, d'une politique libérale tenant compte des légitimes aspirations des peuples d'Outre-Mer et permettant de maintenir avec la métropole des rapports confiants et durables, c'est-à-dire d'assurer la véritable permanence française.

CE SONT TOUS LES TENANTS D'UNE POLITIQUE DE DROITE, CONSERVATRICE ET RETROGRADE, QUI NOUS ONT ENFONCE INUTILEMENT DANS LA GUERRE D'INDOCHINE ET SE SONT INSTALLES ENSUITE DANS LA GUERRE D'ALGERIE. ILS SONT LES ALLIES DES ULTRAS D'ALGERIE QUI, PAR 130 ANS DE CUPIDITE, DE MEPRIS DES MUSULMANS ET DE REFUS DE TOUTE SOLUTION EVOLUTIVE ONT, A FORCE DE MISERE PHYSIQUE ET MORALE, POUSSE LES ALGERIENS A LA REVOLTE.

Comment n'applaudirions-nous pas à l'action du Général de Gaulle qui, par sa caution patriotique indiscutable — le référendum l'a prouvé — a pu faire admettre une politique généreuse et réaliste, pour laquelle depuis 3 ans nous nous sommes battus, à ceux qui, jusqu'ici, en étaient les adversaires irréductibles et renversaient un gouvernement pour l'évacuation de quelques aérodromes en Tunisie, alors que les mêmes ont accueilli sans broncher l'offre d'indépendance faite d'un seul coup à tous les territoires d'Afrique Noire par l'actuel Président du Conseil.

Depuis trois ans nous n'avons cessé de dire et d'écrire qu'en Algérie le temps de l'exploitation et de l'injustice était révolu et qu'il fallait s'engager dans la voie de l'émancipation ; nous n'avons cessé d'affirmer qu'il n'y aurait pas de solution uniquement militaire au problème algérien quel que soit le courage ou l'héroïsme de notre armée, mais seulement une solution politique négociée, inspirée de l'association avec la France et reconnaissant le fait national algérien.

Or, c'est précisément la politique qu'a choisi le Général de Gaulle.

Ceux qui se sont toujours violemment dressés contre une solution négociée avec les représentants qualifiés de la population musulmane sans aucune exclusive, n'ont oublié qu'une chose, c'est que le F. L. N., à

Sciences Po / fonds CEVIPOF

défaut d'escompter une victoire militaire, avait placé tous ses espoirs dans l'effondrement économique et financier de la France.

Car, tragiquement meurtrière pour notre jeunesse, la guerre d'Algérie est ruineuse pour les finances publiques.

SI LA GUERRE D'ALGERIE NE DEVAIT PAS CESSER, les besoins essentiels à la Nation ne pourraient être satisfaits, à savoir :

— le logement ;
— l'Education nationale et la Recherche scientifique ;
— Les crédits nécessaires à l'équipement de l'agriculture qui n'a pas sa part du revenu national et pour laquelle l'indexation des prix agricoles, décidée en 1957 par le Président radical Félix Gaillard, devra être rigoureusement respectée, ce que n'a pas fait, pour le blé cette année, M. Pinay, chef de file des Indépendants-Paysans ;

— Les crédits nécessaires aussi à la modernisation des P.M.E., commerciales et artisanales ;
— La revalorisation de la Fonction publique ;
— L'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs et de la retraite de nos vieux et l'assurance contre le chômage qui menace de s'accroître dangereusement.

TANT QUE DURERA LA GUERRE D'ALGERIE :

— De nouveaux sacrifices fiscaux seront nécessaires, l'épargne s'amenuisera, l'inflation et la hausse des prix poursuivront leur chemin, le marasme commercial s'accentuera, la durée du service militaire sera accrue.

— La France n'aura aucune chance d'entrer avec succès dans le Marché Commun qui supposerait l'harmonisation des législations sociales, des conditions du travail et de la fiscalité, notamment par la mise à l'étude et l'application éventuelle de l'impôt sur l'énergie dans l'Europe des **SIX**.

A cet égard, la fiscalité doit être réformée. Ses abus ont entraîné de nombreux citoyens vers le Poujadisme, qui les a déçus. Nous devrons, sans délais, veiller à ne pas rendre pour certains les charges excessives, à supprimer toutes les tracasseries infligées aux contribuables, non par l'Administration, mais par les règlements qu'elle ne fait qu'appliquer.

Haut-Marnaises, Haut-Marnais,

Après l'enthousiasme du référendum, nous allons bientôt nous trouver en face de dures réalites et, notamment, de la **NECESSITE :**

— D'instruire, de loger et de faire travailler toute la jeunesse qui monte, c'est-à-dire d'intégrer dans l'économie nationale, en dix ans, 1.500.000 jeunes supplémentaires, dont 15.000 pour notre seul département.

A cet égard, avec le Comité d'Aménagement de la Haute-Marne animé par mon ami Edgard Pisani, et dont je suis le Vice-Président, le Conseil Général et la Commission Economique Départementale, que je préside, nous multiplions les efforts pour l'implantation d'industries dans les cantons ruraux et dans les villes.

NECESSITE :

— De satisfaire **PRUDEMMENT** les exigences de nos partenaires dans la grande Communauté Franco-Africaine en associant l'Europe à nos efforts par la construction de l'Eurafrique.

— De réaliser un effort considérable dans une Algérie définitivement associée au destin de la France.

Ces sacrifices ne seront supportables que s'ils sont acceptés par les classes laborieuses du Pays et plus équitablement répartis.

S'il n'en était pas ainsi, nous n'éviterions pas un jour la guerre civile à laquelle nous avons échappé de justesse le 13 mai dernier.

Voilà pourquoi la première Assemblée de la V[e] République, laïque et respectueuse de toutes les croyances et de toutes les religions comme le proclame la Constitution, ne doit pas être composée de conservateurs attardés, mais d'hommes épris d'idéal démocratique, de justice sociale et de paix.

COMME LE GENERAL DE GAULLE FERME LA VOIE AU FASCISME, DEFEND LES LIBERTES MENACEES ET S'EFFORCE DE RAMENER LA RECONCILIATION ET LA FRATERNITE DANS LA METROPOLE, L'ALGERIE ET LES T.O.M., NOUS SOMMES A SES COTES.

MAIS UN JOUR VIENDRA OU CE GRAND FRANÇAIS NOUS QUITTERA POUR ENTRER DEFINITIVEMENT DANS L'HISTOIRE. LA REPUBLIQUE, SANS LUI, DEVRA CONTINUER ET LA DEMOCRATIE AUSSI.

IL N'EST PAS TROP TOT DE S'Y PREPARER DEJA.

VIVE LA HAUTE-MARNE,

VIVE LA FRANCE,

VIVE LA REPUBLIQUE,

VIVE LA PAIX !

Jean MASSON

CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE

Remplaçant éventuel :

Eugène VILLEMIN

MP. DE L'EST - CHAUMONT

Sciences Po / fonds CEVIPOF